

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 07/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARL GALIBERT et FILS

La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse
12500 ESPALION

Références : n° 12-CARMIN-2022-33

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement SARL GALIBERT et FILS implanté à La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 ESPALION. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GALIBERT et FILS
- La Gailhouse, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 ESPALION
- Code AIOT dans GUN : 0006800069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière d'Espalion est une carrière de calcaire autorisée pour une durée de 19 ans pour un volume de 130 000T en moyenne. Elle dispose d'une installation de traitement des matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Extraction
- Remblayage déchets
- Gestion des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Extraction	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 16.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Bornage-piquetage	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Remblayage du site	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 19-3	/	Sans objet
Eaux	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 25-3 IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2020, article 2	/	Sans objet
Eaux	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 25-1	/	Sans objet
Eaux	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 25-4 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités majeures ont été décelées lors de l'inspection. Certains fronts dépassent très largement la hauteur réglementaire des 15 mètres. Un chemin communal traversant de part et d'autre la carrière avec peu de recul sur ces fronts, l'exploitant démontrera la stabilité ou procèdera à des actions correctives pour recréer un palier intermédiaire.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan de phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de phasage
Prescription contrôlée : Les plans de phasage correspondants sont joints en annexe.
Constats : L'exploitation est actuellement dans sa phase n°2 conformément au plan de phasage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Cote extraction
Prescription contrôlée : L'extraction est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15m séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 5 mètres en cours d'exploitation. L'extraction se fait en dent creuse entre les cotes NGF 560m et 480m.
Constats : La cote actuelle du carreau est à 496m NGF au plus bas. Les fronts ont une hauteur de 13 à 14 mètres au niveau de l'exploitation. Certains fronts sont actuellement à 20 mètres notamment due à la rencontre d'une faille nécessitant la création d'un palier intermédiaire. Les banquettes en cours d'exploitation ont une largeur parfois de l'ordre de 2 mètres. Certains fronts au Sud-Est du site ont une hauteur de 25 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Bornage-piquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Piquetage
Prescription contrôlée : [...] Une bande de protection d'une largeur minimale de 10m, matérialisée par la pose de piquets, est constamment maintenue en périphérie de la carrière. Ce piquetage matérialise le périmètre d'extraction. Il est entretenu en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le périmètre d'extraction n'est pas piqueté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Remblayage du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 19-3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant est autorisé à accueillir des matériaux inertes extérieurs dans la limite de 20 000t/an.</p> <p>Lorsque le remblayage est effectué à partir de matériaux inertes extérieurs, les dispositions suivantes doivent être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none">- les matériaux accueillis sont déversés sur une aire pour un contrôle de conformité par l'exploitant ou son représentant ; tout bennage direct en fond de fouille est interdit ;- les éventuels matériaux non conformes sont stockés dans des bennes provisoirement et en quantité limitée. L'exploitant est alors tenu de prendre sans délai les dispositions nécessaires à leur évacuation compte-tenu de leur nature. Les caractéristiques des matériaux autorisés pour le remblayage figurent en annexe 5 du présent arrêté ;- pour les déchets demandant une confirmation de leur caractère inerte, l'exploitant demande au producteur de fournir les documents (résultats de tests de lixiviation...) justifiant du caractère inerte des déchets et conserve les justificatifs correspondants ;- les matériaux conformes sont poussés dans les excavations à remblayer ;- les verses de déchets font l'objet d'une couverture finale, après compactage rigoureux, de nature à favoriser la reprise de la végétation implantée dans le cadre de la remise en état ;- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;- l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transports utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre ;- une procédure portant sur le contrôle et la gestion des déchets inertes est établie, portée à la connaissance du personnel de la carrière et tenue à disposition de l'inspecteur des installations classées. <p>Le remblayage des matériaux putrescibles et combustibles (bois, papier, cartons, déchets verts, etc.), par des matières plastiques, des métaux, du plâtre [hors faibles quantités de plâtre sur un support inerte] est interdit.</p> <p>Les matériaux qui pourraient être valorisés (bétons, enrobés routiers) doivent également être écartés lorsqu'il existe des possibilités de recyclage.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'état récapitulatif des matériaux de l'année 2021, le site a accueilli 14 256 tonnes de déchets inertes extérieurs. Le registre est tenu sous forme papier et détaille à chaque entrée la provenance, la quantité, la plaque d'immatriculation du véhicule et les caractéristiques des matériaux. Certains apports sont accompagnés d'un bordereau de suivi (exemple consulté : BSD FTC Forage du 5 juillet 2022 - boues de forage).</p> <p>Il n'existe pas de plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données du registre.</p> <p>Les déchets inertes sont déchargés sur une aire dédiée avant remblayage. Les éventuels déchets non conformes (plastique notamment) sont retirés manuellement et placés dans des bidons de récupération avant transfert à la déchetterie.</p> <p>Il n'y a pas de procédure de contrôle sur la gestion des déchets inertes.</p>
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
<p>Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection dans un délai d'un mois la procédure mise en place pour la gestion des déchets inertes externes.</p> <p>Il fera également le lien entre le registre d'entrée des déchets et la localisation du remblayage.</p>
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 25-1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (installation de lavage)
Prescription contrôlée : [...] Le lavage des matériaux est réalisé en circuit fermé par le biais d'un bassin d'eau pluviale situé à l'Ouest de la zone de traitement de 270m ³ et des bassins de décantation. Un appoint d'eau est possible à partir du réseau d'eau potable public. Les consommations mensuelles d'eau sont enregistrées et reportées sur un registre. La consommation d'eau en provenance du réseau AEP s'établit autour de 2400m ³ par an.[...]
Constats : Il n'y a pas de lavage de matériaux sur le site de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 25-3 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Le stockage de gazole non routier, d'un volume de 6m ³ , est réalisé dans une cuve enterrée double paroi conforme à la réglementation et équipée d'un système de détection de fuite, d'une cuve mobile double paroi de 0,91m ³ et une cuve à main de 0,43m ³ .
Constats : Une cuve de gazole est enterrée à proximité de l'aire de ravitaillement et l'exploitant dispose également d'une cuve mobile. La cuve à main est, selon l'exploitant, présente sur le site de Prades d'Aubrac. Les plaques techniques des cuves ne comportent aucune indication mentionnant une double paroi.
Observations : Sur la base de la documentation technique, l'exploitant justifiera, dans un délai d'un mois, de la présence de la double paroi pour ces deux cuves.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 25-4 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Dans les zones d'extraction, les eaux pluviales sont dirigées en fond de fosse, où elles s'infiltrent ou s'évaporent. Dans la zone des installations de traitement et de stockage, les eaux transitent par deux bassins de décantation avant de s'infiltrer dans le substratum calcaire, de s'évaporer ou d'être utilisées pour l'arrosage et le lavage. Ces bassins sont repérés en annexe 7 du présent arrêté. Il s'agit de 2 bassins de 30m3 situés à l'Est des installations de traitement et d'un bassin de 50m3 à l'Ouest de l'installation. Ces bassins sont curés annuellement (et/ou après un épisode orageux) afin de maintenir leur volume utile et leur capacité de traitement.
Constats : Par la pente naturelle de la zone d'extraction, les eaux pluviales sont collectées en fond de fosse où celles-ci s'infiltrent. Les eaux de ruissellement issues de la zone d'installation de traitement sont recueillies par 2 bassins de décantation situés respectivement à l'Est et à l'Ouest de la zone et 2 autres bassins plus petits au plus proche de l'installation. Ces bassins sont curés une fois par an par l'entreprise.
Observations : L'exploitant prend l'engagement de retirer le sable, ayant ruisselé du stock, du bassin Ouest.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet